

VOICE

Le journal de la SPM | décembre 2020 | numéro 4



Droits humains en Chine

« Dans la province du Xinjiang, il n’y a pas une personne qui n’ait vécu la disparition d’au moins un proche »

Pendant que le gouvernement chinois enferme les membres des minorités dans des camps d’internement, la Chine continue d’accroître son influence économique en Europe poursuivant ainsi son objectif de conquête. Un véritable danger, comme en témoigne une réfugiée.

Drapeaux rouges à la croix blanche et drapeaux bleus frappés d’une étoile et d’un croissant de lune flottent côte à côte : des membres de l’Association Ouïghours Suisse se sont rassemblés en silence devant le Palais fédéral. Ils portent des combinaisons bleues, des masques symboliques et des pancartes avec la revendication suivante : « No Complicity ! Il faut renégocier

l’accord de libre-échange avec la Chine ». Ils sont là pour dénoncer les atrocités que subit quotidiennement leur communauté au Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang) et qui les affectent profondément. Là-bas, le gouvernement chinois s’attaque systématiquement aux minorités musulmanes. Au moins un million de personnes sont retenues dans des camps d’internement et des dizaines de milliers d’autres contraintes au travail forcé dans des usines, pour le compte de fournisseurs de grandes marques internationales.

La Suisse complice

Face à la dépendance économique croissante vis-à-vis de la Chine, on ne peut exclure que des produits

**SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS**



De nombreux Ouïghours en exil n'ont plus de contact avec leurs proches au Turkestan oriental. Lors de la remise de la pétition, ils ont manifesté pour la protection des droits humains dans l'accord de libre-échange avec la Chine.

importés en Suisse soient issus du travail forcé. A commencer par les masques de protection contre le coronavirus qui pour la grande majorité viennent de Chine. Une recherche du New York Times a montré que de nombreux producteurs de masques chinois ont recours au travail forcé. La dépendance économique à l'égard de la Chine se manifeste particulièrement dans l'industrie du textile. La Chine est le plus grand producteur mondial de coton ; 84 % de sa production vient du Turkestan oriental. Des marques comme H&M, C&A ou Calvin Klein sont soupçonnées de se procurer du coton de cette région (situation été 2020). A l'été 2020, le rapport d'une coalition internationale d'ONG, dont la SPM fait également partie, avait montré la forte probabilité pour qu'un produit en coton sur cinq soit en lien avec le travail forcé et les violations des droits humains au Turkestan oriental. Le président de l'Association Ouïghours Suisse, Endili Memetkerim, confie : « Pour ne pas se rendre complice, la Suisse doit renégocier l'accord de libre-échange avec la Chine. Les droits humains et des clauses interdisant le travail forcé doivent clairement y figurer. » Plus de 23 000 personnes ont signé une pétition en ce sens. Celle-ci a été lancée à l'initiative de l'Association Ouïghours Suisse, Campax et la SPM.

Une réfugiée met en garde contre l'influence de la Chine

La remise de la pétition début septembre fut un moment important pour les Ouïghour-e-s de Suisse. Une manière de représen-

ter celles et ceux resté-e-s au pays. Les actes de détentions touchent quasiment toutes les familles musulmanes vivant au Turkestan oriental : « Dans la province du Xinjiang, il n'y a pas une personne qui n'ait vécu la disparition d'au moins un proche », écrit Sayragul Sauytbay dans son livre « Die Kronzeugin » (voir interview p. 8). Membre de la minorité kazakhe et fonctionnaire, elle s'est retrouvée contrainte à enseigner à ses codétenu-e-s dans l'un de ces camps d'internement et a pu voir de l'intérieur les intentions du gouvernement chinois. Après sa libération, elle a réussi à se réfugier en Europe. Depuis, elle partage ses connaissances sur le tréfonds du régime. Outre son appel à sanctionner les crimes contre l'humanité perpétrés par la Chine, Sayragul Sauytbay souhaite mettre clairement en garde les pays démocratiques contre l'influence de la Chine. L'oppression dont font l'objet les minorités au Turkestan oriental ne serait que le début d'une stratégie d'asservissement à long terme : l'objectif de la conquête chinoise est de contrôler politiquement la planète tout entière, écrit Sayragul Sauytbay dans son livre.

Des inquiétudes se font sentir

Le gouvernement chinois a renforcé son influence au niveau international entre autres par le biais d'investissements et de rachats d'entreprises. La Chine constitue depuis dix ans le troisième partenaire commercial de la Suisse. L'année dernière,

le gouvernement suisse a été l'un des premiers pays occidentaux à signer une déclaration d'intention avec Pékin afin de consolider la collaboration entre les deux pays dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI), nouvelle « route de la soie » entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Mais aujourd'hui, le nombre croissant de rapports consternants sur les violations de droits humains en Chine soulève manifestement des inquiétudes au sein du gouvernement suisse. Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a par exemple déclaré dans une interview avec l'hebdomadaire SonntagsBlick que face à cette situation la Suisse devait défendre ses intérêts et ses valeurs avec davantage de fermeté vis-à-vis de la Chine. En réponse aux demandes de la SPM, le Département fédéral des affaires étrangères et le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) ont convié, en septembre, des représentant-e-s du secteur du textile suisse à une table ronde afin de les sensibiliser à la situation relative aux droits humains en Chine. D'ici la fin de l'année, la Confédération souhaite élaborer une nouvelle stratégie à l'égard de la Chine. La SPM demande à la Suisse de considérer de la même manière les droits humains et ses intérêts économiques, et de suspendre le protocole d'entente en lien avec la BRI.

Texte : **Amy Douglas** stagiaire communication SPM



Editorial

Difficile aujourd'hui pour les consommatrices et consommateurs d'échapper au « Made in China ». Les masques de protection contre le coronavirus importés par la Suisse et produits principalement en Chine en sont une parfaite illustration. Qui laisse toutefois un goût amer : des recherches montrent qu'une partie des masques est issu du travail forcé, en lien avec l'oppression dont les Ouïghours font l'objet au Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang). Il est impossible d'exclure que de tels masques aient également été livrés en Suisse.

Afin de garantir qu'aucun produit issu du travail forcé en Chine n'arrive en Suisse, la conclusion d'accords contraignants est nécessaire. C'est pourquoi, au mois de septembre, l'Association Ouïghours Suisse, Campax et la SPM ont déposé une pétition dans laquelle elles demandent au Conseil fédéral de renégocier l'accord de libre-échange avec Pékin, en faveur des droits humains (voir article principal p. 1).

La Chine est loin d'être le seul pays à conduire une politique d'hostilité à l'égard des minorités. Au Brésil et en Russie aussi, les droits fondamentaux des autochtones sont bafoués. Suite à la pandémie de coronavirus, le président brésilien Jair Bolsonaro a exercé son droit de veto contre l'obligation du gouvernement de fournir les populations autochtones en eau potable, en produits d'hygiène et en lits d'hôpitaux, et a encouragé la poursuite de la déforestation de la forêt amazonienne dans l'ombre de la crise du COVID-19 (voir p. 7). Pour sa part, le gouvernement russe affaiblit les communautés autochtones afin d'exploiter les matières premières que renferment leurs territoires (voir p. 6).

Le regard porté rétrospectivement sur cette année 2020, marquée par le coronavirus, et sur les évolutions en Chine, au Brésil ou en Russie montre que les communautés autochtones et les minorités ethniques ont plus que jamais besoin de soutien dans leur combat pour défendre leurs droits. Ce soutien est rendu possible aussi grâce à vos dons – un grand merci à vous !

Nous vous souhaitons de belles fêtes de fin d'année et une bonne santé pour la nouvelle année !

Angela Mattli, responsable de campagne à la SPM

IMPRESSUM

VOICE 4, décembre 2020 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Birkenweg 61, CH-3013 Bern, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch
Rédaction : Amy Douglas et Dominique Schärer **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaborateurs/trices pour ce numéro** : Angela Mattli, Tabea Willi et Thomas Heusser, **Parution** : semestrielle **Tirage** : 5000 exemplaires **Impression** : Mattenbach AG; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an **Cotisation** : dès 60 francs par an **Photo de couverture** : Franziska Rothenbühler

#NoComplicity : droit

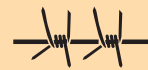
Ces dernières années, la répression exercée par le gouvernement chinois
Les pays occidentaux entretiennent des liens économiques étroits



Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang)



Des dizaines de milliers de personnes ont été transférées de ces camps vers des usines situées au Turkestan oriental ou dans d'autres régions, où elles sont contraintes de travailler pour le compte de fournisseurs de grandes marques internationales.



Dans le Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang), au moins **un million de personnes** sont retenues dans des camps d'internement.



La région compte près de **400 camps.**



Ces dernières années seulement plus de **260 nouveaux camps** ont été érigés.



Font l'objet d'oppression les membres des communautés **ouïghoure, kirghize et kazakhe** ainsi que d'autres minorités et les opposant-e-s au régime.



Certains de ces camps peuvent accueillir **10 000 personnes.**



Depuis la crise du coronavirus, **51 entreprises produisent** du matériel médical de protection comme les masques, contre 4 auparavant. Au moins **17 de ces entreprises** font travailler de force des Ouïghour-e-s des camps d'internement.



Avec l'Inde, la Chine compte parmi les principaux producteurs mondiaux de coton ; **84 % du coton chinois** viennent du Turkestan oriental.

Sources :

https://www.buzzfeednews.com/article/alison_killing/satellite-images-investigation-xinjiang-detention-camps
<https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>
<https://enduyghurforcedlabour.org/>
<https://nyti.ms/3kQhjlP>

ts humains en Chine

sur les minorités et les opposant-e-s au régime a continué de s'aggraver.
avec la Chine mais aujourd'hui, ils doivent enfin se décider à agir.



Dans le monde, **un vêtement sur cinq** est susceptible d'être associé à des conditions de travail forcé et violant les droits humains.

Chronique de l'oppression

1949

Depuis son occupation par la Chine, le Turkes-tan oriental appartient à la République populaire de Chine et a été renommé « province du Xinjiang ». Les droits fondamentaux des minorités y sont systématiquement bafoués.

2009

Une manifestation d'Ouïghour-e-s dénonçant la discrimination permanente dont la communauté fait l'objet dégénère, provoquant la mort de 200 personnes.

2014

Le président Xi Jinping ordonne de se montrer « sans pitié à l'égard des Ouïghour-e-s » et appelle à « intensifier la lutte contre le terrorisme » dans la région.

2014

L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine est en vigueur.

2019

Les China Cables ainsi que d'autres sources prouvent l'existence de camps d'internement ouïghours et l'oppression systématique des minorités.

2020

La guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis s'intensifie. En juin, le gouvernement Trump a adopté une loi sanctionnant des membres du gouvernement chinois, accusés de persécution à l'encontre de la communauté ouïghoure.

2020

Le coronavirus déclenche une vague de critique au niveau international contre la Chine, qui répond par une campagne visant à montrer sa solidarité et à redorer son image.

Été 2020

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis déclare que la Suisse doit réaffirmer ses valeurs face à la Chine avec davantage de force.

Les autochtones de l'Arctique

Les communautés craignent pour leur identité

PHOTO : EVGENII MITROSHIN, SHUTTERSTOCK



Les éleveurs de rennes autochtones résistent aux projets d'extraction de ressources qui détruiraient leur tradition et leur mode de vie.

L'Arctique abrite de nombreuses communautés autochtones mais leur mode de vie traditionnel est de plus en plus menacé par des projets économiques, l'extraction des matières premières et les conséquences du changement climatique.

Dans aucune autre région du globe, les conséquences du réchauffement climatique sont aussi visibles qu'en Arctique. Chaque année, plus de glace fond et la période de gel hivernal est de plus en plus courte. Les Inuits du Groenland craignent de ne bientôt plus pouvoir pêcher et chasser. Il en va de même pour la communauté samie en Norvège : à cause du changement climatique, l'enchaînement des pluies et des chutes de neige ainsi que les périodes de gel et de dégel sont bouleversés si bien que les rennes ne trouvent plus de quoi se nourrir. Pour les Sami-e-s, l'élevage de rennes fait partie intégrante de leur identité ; il est le cœur de la culture samie. La disparition de cette tradition leur serait fatale.

Une exploitation dévastatrice

Le changement climatique ne constitue pas le seul danger pour les communautés autochtones de l'Arctique. La région la plus septentrionale du globe, qui comprend la Russie, l'Alaska, le Canada, le Groenland et la Fennoscandinavie (Laponie), regorge de matières premières. Ce qui attire de nombreuses industries extractives et de nouveaux ports maritimes et autoroutes y voient régulièrement le jour. Leurs activités, souvent très nuisibles à l'environnement, se déroulent également sur des

territoires autochtones. Ainsi, la pression exercée par les industries sur la terre et l'existence des Sami-e-s s'accroît. Parcs éoliens, routes et logements destinés aux ouvriers empiètent sur leurs pâturages. En Alaska et au Canada, la communauté des Gwich'in s'oppose depuis des années aux explorations de gaz et de pétrole par les Etats-Unis. En Russie aussi, les communautés autochtones craignent pour leur existence car leurs territoires ne bénéficient d'aucune protection.

Russie : le diesel menace la vie

En mai dernier, plusieurs milliers de tonnes de diesel se sont échappées du réservoir endommagé d'une centrale électrique appartenant à l'industrie russe Norilsk Nickel, producteur mondial de nickel. Au nord du lieu de l'accident, sur la péninsule russe de Taïmyr, vivent les communautés autochtones des Dolganes, Nénètes et Nganasanes. Tjan Zaotschnaja, spécialiste de la Sibérie et bénévole à la SPM Allemagne explique : « Dans cette région, les chasseurs-cueilleurs sont contraints de pêcher et de chasser les oiseaux migrateurs, mais aussi de se procurer de l'eau pour leurs rennes dans les eaux polluées des rivières et des lacs. Le diesel menace non seulement leur mode de vie traditionnel, mais également leur existence, et ce de manière très concrète. » Sur le plan juridique, les peuples autochtones de Sibérie sont particulièrement défavorisés. L'Association des peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie (RAIPON) est aujourd'hui contrô-

lée par l'Etat. De nombreuses communautés autochtones de Russie ont donc décidé de quitter l'association et de monter leur propre organisation, Aborigen Forum.

Culture samie en danger

En Norvège, la société minière Nussir ASA a obtenu l'autorisation d'exploiter une mine située dans la commune de Kvalsund dans le Repparfjord. Tous les déchets miniers pourraient être déposés dans le fjord. La communauté samie locale rejette le projet : « L'exploitation minière aurait de graves conséquences sur la culture samie et son mode de vie, sur la pêche et l'élevage de rennes. Nous ne pouvons pas accepter cela », a expliqué Beaska Niilas de l'association pour les droits des Sami-e-s de Norvège au journal *The Barents Observer*. La SPM exige que Nussir ASA stoppe le projet en attendant de trouver une solution à l'amiable avec les Sami-e-s concerné-e-s. Elle demande que les Sami-e-s et les peuples autochtones de Russie voient leurs droits territoriaux reconnus et qu'une compensation financière leur soit versée à hauteur des dommages commis sur leurs territoires.

Texte : **Thomas Heusser** stagiaire campagne SPM
Amy Douglas stagiaire communication SPM



Appel à Elon Musk

Début août, les membres de l'organisation autochtone Aborigen Forum ont adressé à Elon Musk une lettre ouverte dans laquelle ils demandent au directeur général de Tesla de ne pas acheter de métaux provenant de l'entreprise russe Norilsk Nickel pour ses voitures électriques, suite à la catastrophe survenue en mai : « Les terres des peuples autochtones qui ont été exploitées par l'entreprise pour sa production industrielle s'apparentent aujourd'hui à un paysage lunaire et leur exploitation traditionnelle n'est plus possible. » Leurs revendications sont diffusées sur les réseaux sociaux sous les hashtags #AnswerUsElonMusk, #NoNickelFromNornickel, et #DefendIndigenousArctic.

« L'eau est empoisonnée »



PHOTO : MISE À DISPOSITION

Le militant russe Rodion Sulyandziga dirige le Centre de soutien aux peuples autochtones du Nord (CSIPN) et est membre d'Aborigen Forum. Il fait partie de la communauté autochtone des Oudihés, vivant dans l'est de la Sibérie.

Suite à la fuite de diesel causée par Norilsk Nickel, l'Aborigen Forum a lancé une campagne sur les réseaux sociaux « #AnswerUsElonMusk ». Quel est son objectif ?

Nous voulons attirer l'attention au niveau international sur l'une des plus grandes catastrophes écologiques qui s'avère être aussi une catastrophe pour la communauté locale, les éleveurs de rennes de la péninsule de Taïmyr. Nous interpellons l'entrepreneur Elon Musk, car il a récemment annoncé publiquement avoir besoin de plus grandes quantités de nickel pour ses voitures. En outre, c'est un célèbre homme d'affaires qui jouit d'une grande influence. Nous avons la chance de pouvoir compter sur l'énorme solidarité de la part de nombreuses organisations de défense de l'environnement et de la société civile.

Quelle est la situation des communautés autochtones sur la péninsule de Taïmyr quelques mois après la catastrophe ?

L'organisation Aborigen Forum est en contact étroit avec les représentants autochtones de la région, qui nous décrivent une situation désastreuse : l'eau est empoisonnée et les poissons des rivières ne sont plus comestibles. Notre organisation suit la situation sur place et offre un soutien. Les négociations avec l'entreprise et le gouvernement local ne se déroulent pas d'égal à égal. Nous demandons à ce que les communautés autochtones soient protégées sur le plan juridique et que leur savoir ancestral soit intégré dans les processus et les décisions.

Ce qui s'est passé est-il emblématique de la situation des communautés autochtones en Sibérie ?

Ce type d'accident n'est malheureusement pas rare en Sibérie. En particulier concernant l'activité liée à l'extraction de gaz et de pétrole où de telles catastrophes écologiques arrivent régulièrement. Cela montre clairement qu'il y a beaucoup de choses qui clochent au niveau gouvernemental. Les gouvernements régionaux couvrent les entreprises et ne se soucient pas de la protection des communautés ni de celle de l'environnement.

Interview : **Tabea Willi** responsable de campagne à la SPM

COVID-19 : double menace pour l'Amazonie

La pandémie de coronavirus a des conséquences désastreuses pour les communautés autochtones. En effet, celles-ci sont particulièrement vulnérables aux maladies infectieuses, l'accès au système de santé leur est souvent difficile et en ces temps de crise elles ont plus que jamais du mal à faire entendre leur voix. L'exemple du Brésil en est une triste illustration.

Cet automne au Brésil, 158 communautés autochtones ont été touchées par le coronavirus. A la mi-octobre, on enregistrait 36 082 cas de personnes infectées, dont 846 décès, des chiffres annoncés par l'APIB (Articulação dos Povos Indígenas do Brasil), organisation partenaire de la SPM. C'est dans l'Etat de l'Amazonas que l'on dénombre le plus de victimes. Mais pour le président Bolsonaro, la priorité c'est l'économie.

Cette année, la déforestation systématique de la forêt amazonienne au Brésil a atteint un niveau record. Julia Büsser, responsable de campagne SPM confie : « Tandis que la majorité de ces communautés se sont totalement isolées pour tenter de se protéger du coronavirus, la destruction de leur espace de vie se poursuit mètre après mètre. » Les communautés autochtones de la forêt amazonienne se retrouvent ainsi confrontées à une double menace : la destruction de leur espace de vie et le virus.

La protection de la forêt tropicale et les questions sanitaires sont étroitement liées, notamment parce que les agents pathogènes sont introduits par les intrusions illégales, comme celles des orpailleurs et des bûcherons. Il est donc d'autant plus réjouissant que la communauté des Tupinambas vivant dans la forêt amazonienne brésilienne ait pu avancer le travail de démarcation de son territoire en août et octobre.

La SPM travaille en étroite collaboration avec la communauté tupinamba et soutient cette dernière dans le processus d'auto-démarcation, en lui apportant une aide juridique et financière, pour que leurs terres soient reconnues comme territoires autochtones.

Texte : **Amy Douglas** stagiaire communication SPM



« Ils sont soulagés lorsque le matin, ils se réveillent encore en vie »

La Kazakhe Sayragul Sauytbay fut retenue prisonnière dans un camp d'internement au Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang). Elle y a été victime et témoin des atrocités qui, depuis sa fuite, continuent de la hanter jour et nuit.

Interview : Amy Douglas stagiaire communication SPM

Vous ressentez un devoir de porter votre histoire au grand public, malgré les risques.

J'ai vu comme des personnes innocentes ont été enfermées et torturées dans des camps de concentration au Turkestan oriental. Il est de mon devoir d'être humain de porter la voix de ces personnes au grand public. Si je ne le fais pas, les minorités du Turkestan oriental seront exterminées. Je souhaite que les pays démocratiques comme les Etats-Unis ou la Suisse nous soutiennent.

Quels souvenirs du temps passé en camp d'internement vous hantent le plus ?

J'ai vécu des horreurs mais ce qui m'affecte le plus ce sont ces images de femmes brutalisées et violées. Une fois, j'ai vu plusieurs Chinois violer une jeune femme. Les femmes sont stérilisées de force avec des médicaments et des produits qu'on leur injecte. Ces images continuent de me hanter. Dans le camp, il y avait aussi une « chambre noire ». Les autorités y jetaient les gens et alors on entendait les cris de celles et ceux qui se faisaient torturer. Certains d'entre eux en ressortaient à moitié mort ; pour d'autres, on ne les a plus jamais revus. Je ne peux pas oublier ces images. Je ne peux plus dormir tranquille. Aujourd'hui encore, je ne peux plus manger un repas paisiblement : je revois sans cesse le regard de ces gens qui me supplient de faire entendre leur voix pour les sauver.

La surveillance règne aussi en dehors de ces camps d'internement. Vous évoquez une « prison à ciel ouvert ». Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour la population du Turkestan oriental ?

Au Turkestan oriental, une partie de la population est retenue dans des camps de concentration ou dans des prisons ; une autre partie a été déportée dans la région ou en dehors, et contrainte au travail forcé. Quant aux personnes qui vivent encore là-bas, elles n'osent pas parler fort ni respirer profondément, par crainte. A tout moment, des soldats pourraient passer par là et évacuer les gens vers les camps, sur la base de fausses preuves. Personne n'est en sécurité au Turkestan oriental. Les gens sont soulagés lorsque le matin, ils se réveillent encore en vie.

Que faut-il pour mettre un terme aux atrocités dans le Turkestan oriental ?

Ne pas se taire. Chaque minute de silence est synonyme de morts supplémentaires. Nous devons lutter contre cette brutalité. Je

demande aux pays occidentaux de prendre les mesures qui s'imposent. Concernant leurs relations économiques avec la Chine, par exemple. Ils pourraient imposer de lourdes sanctions à l'encontre du gouvernement chinois, bloquer les comptes bancaires des dirigeants chinois. Nous ne devons pas attendre les bras croisés car la Chine commet des crimes toujours plus graves. J'espère que la justice finira par l'emporter un jour ou l'autre.

Y a-t-il selon vous une lueur d'espoir quelque part ?

Plusieurs pays démocratiques ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de la Chine et ont en partie pris des mesures. Si nous unissons nos forces et que nous mettons le sujet sur la table, nous pouvons obtenir des résultats importants. L'union fait la force. Se taire devant toute cette brutalité, c'est aussi commettre un crime.

De quel soutien les communautés ouïghoure et kazakhe en exil ont-elles besoin ?

Il y a beaucoup de personnes qui se battent pour la justice en faveur des populations du Turkestan oriental. Beaucoup s'engagent dans des associations. Pour accroître leur poids, elles ont besoin du soutien de chaque gouvernement qui pourrait, par exemple, les contacter pour témoigner. Si je peux continuer à faire entendre ma voix, alors je m'en réjouis. Je continuerai à me battre sans relâche.

« Die Kronzeugin »

En 2017, Sayragul Sauytbay, fonctionnaire dans son pays, a été déportée dans un camp d'internement chinois pour y enseigner la langue, la culture et la politique chinoise à ses codétenues. Elle a pu voir de l'intérieur les plans stratégiques que le régime déploie en secret. Son livre « Die Kronzeugin » est un témoignage fort sur le plus grand Etat policier de notre temps et la politique impérialiste de la Chine.

L'ouvrage est paru à l'été 2020 aux éditions Europa Verlag. Il a été écrit en coopération avec l'auteure et journaliste Alexandra Cavalius.